

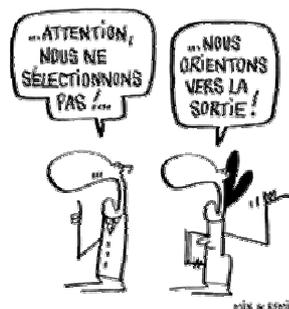
La LETTRE

de Former sans exclure

www.former-sans-exclure.org

N° 12 | 10 décembre 2009

.....



*On ne résout pas un problème
avec les modes de pensée qui l'ont engendré.*
Albert Einstein

Nous surpasser : dans les limites de nos capacités ?

Ou pourquoi l'école genevoise fait fausse route, et comment l'école vaudoise pourrait le démontrer

Le Comité de Former sans exclure : Jean-Marie Delley, Alain Emery, Natascha Gaillard, Carine Guex, Jean-Marc Jaeggi, Olivier Maulini, Nuria Nicolet, Anne Sprungli, Anne Thorel Ruegsegger, Pierre-Alain Wassmer

À l'invitation de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique de Neuchâtel, le conseiller national et enseignant Jacques Neiryck vient de proposer qu'une « éducation de l'effort » fixe le cap de l'école de demain. *Éduquer à l'effort* serait, selon lui, muscler les intelligences, comme les sportifs musclent leur corps. *Intransigeance, compétition, sélection* sont ses mots-clés : plus le tri viendrait tôt, plus le niveau global serait poussé vers le haut. Pour ne pas trahir sa pensée, nous citons entièrement cette partie de son raisonnement :

*« Vouloir plonger tous les élèves dans la même classe relève du délire égalitaire, C'est injuste pour tous : on ne demande pas assez aux uns et trop aux autres. Une éducation doit être exigeante et sélective. Elle ne vise pas à intégrer le plus grand nombre, mais, d'une part à sélectionner les plus doués, biologiquement ou socialement, et à les mener **jusqu'à la limite de leurs capacités** ; d'autre part, à encadrer plus étroitement les faibles pour les amener eux aussi le plus loin possible. Dans les deux cas, il faut exiger et obtenir des efforts de l'élève, **qui doit se surpasser**. »*

L'école devrait donc valoriser l'effort en dissuadant d'emblée les élèves peu doués. C'est une idée bien répandue, mais que nous n'arrivons pas à comprendre, de notre côté : ces enfants biologiquement ou socialement condamnés, comment feront-ils pour persévérer ? Pour nous – et pour la recherche en éducation – cette logique est obsolète et dangereuse, justement parce qu'elle a le vent en poupe : si nous voulons que le savoir et la raison se démocratisent, nous devons faire l'effort de dépasser les fausses évidences : c'est en sélectionnant *tard* (et pas *tôt*) qu'on fait monter le niveau.

Si l'école publique a un sens – hier comme aujourd'hui – c'est qu'elle postule que tous les élèves peuvent apprendre, faire l'effort d'apprendre, et que les diplômés viennent récompenser, au final, ceux qui les ont mérités. Rousseau, Condorcet, Jules Ferry : ces pères de l'instruction obligatoire se sont attaqués aux privilèges de la naissance que l'argument de la « capacité » veut restaurer. C'est parce que les maîtres de la République ont lutté contre les *a priori* qu'un jeune Pied-Noir est finalement devenu Albert Camus, que les hommes qui nous gouvernent se nomment désormais Micheline (Calmy-Rey), Doris (Leuthard) et Eveline (Widmer-Schlumpf), que l'Europe a préparé des millions d'informaticiens avant même que l'ordinateur personnel n'ait été inventé... L'histoire donne tort aux fatalistes : l'école ne s'est jamais contentée des supposées capacités *préalables* de ses élèves ou de la société dans laquelle ils vivent. Pour une raison simple : sa mission est de les développer !

La science et les chiffres devraient convaincre les honnêtes gens, ou au moins les faire douter. Les recherches se comptent par centaines, qui invalident les méthodes simples (mais erronées) auxquelles s'agrippent les nostalgiques. Séparer rapidement les élèves n'est ni juste, ni avisé. Les plus faibles se découragent. Les plus forts se croient arrivés. Comme l'affirmaient, il y a quarante ans déjà, les enfants du village italien de Barbiana, « une école [obligatoire] qui sélectionne détruit la culture ; aux pauvres elle enlève les moyens d'expression ; aux riches elle enlève la connaissance des choses. » Le « délire » est moins dans la recherche de l'intégration que dans l'idée fantasmagorique de tirer les plus faibles vers le haut en réduisant structurellement les attentes... Dans un système ségrégatif, chacun s'enferme dans son cocon, méprisant l'autre, cultivant l'aversion plutôt que la saine émulation. Au total, on perd en interactions, en défis, en stimulations.

Les maîtres les plus efficaces sont ceux qui, au contraire, ont des visées élevées pour toute la classe et tirent parti des différences. Les écoles de pointe organisent des remédiations rapides et ciblées, permettant le maintien de chaque élève dans sa volée. Les pays les plus performants (Finlande, Hong-Kong, Corée, etc.) ont une filière intégrée jusqu'à 15 ou 16 ans. C'est parce qu'ils poussent tout le monde vers le haut – et sélectionnent après plutôt qu'avant la formation – que leurs résultats moyens dépassent les nôtres. On se trompe en faisant toujours – et sans preuve – l'apologie des vieilles méthodes : dans l'enseignement de base, les systèmes à différenciation trop précoce (Allemagne, Suisse, Belgique, etc.) protègent les enfants bien nés et dissuadent les autres de s'accrocher. L'échec et le sentiment d'indignité qu'ils produisent sont des fardeaux pour la société, pas des leviers.

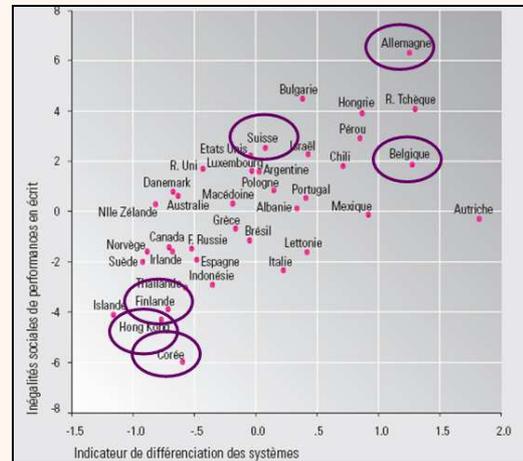
Il faut continuer de l'affirmer, car les faits seront plus têtus que les idées simples et les ukases, fussent-ils populaires : préférer deux ou trois filières hermétiques à une vraie politique de soutien scolaire et de pédagogie différenciée n'est pas qu'une erreur ; pour qui aime l'effort (et le sport), c'est un autogoal. Soit les capacités des élèves sont préétablies, et ils ne sauraient en sortir, quelle que soit leur note

d'application ; soit nous voulons qu'ils se transcendent, et quel savoir pouvons-nous au départ leur interdire ? Les athlètes s'entraînent six heures par jour pour développer leurs aptitudes, pas pour se cantonner « aux limites de leurs capacités ».

On sait qu'à Genève, le débat est verrouillé. Le peuple ne pouvant – paraît-il – pas se tromper, un système inefficace et profondément injuste va s'installer : trois sections hiérarchisées au cycle d'orientation, une sélection renforcée en fin d'école primaire, des oppositions des parents augmentées d'autant, une pression sur les maîtres de 6P (qui feront pression sur ceux de 5P, qui presseront ceux de 4P, etc.), une multiplication des mesures soi-disant « préventives » de redoublement, d'accompagnement, de soutien strictement individuel pour ne pas « ralentir » les plus rapides alors que tout le monde est justement pressé, etc. Il n'est pas agréable de jouer les oiseaux de

mauvais augure, mais comment prétendre à un avenir meilleur dès lors que sont figées dans la loi les méthodes qui ont démontré leur échec ? Plus la pression sélective sera forte, plus l'angoisse va monter,

Graphique : inégalités sociales de performance en compréhension de l'écrit (ordonnée) et indice de différenciation des systèmes par la pratique du redoublement, des filières hiérarchisées, de la ségrégation entre établissements (abscisse).
Source : Université de Bourgogne, 2004



et plus les solidarités vont se défaire. Tout le monde souffrira de la compétition, surtout les plus faibles, les plus pauvres, ceux qui n'auront les moyens, ni de demander des dérogations, ni de payer des avocats ou des écoles privées pour contourner les obstacles légaux. Si ce qui a été promis est appliqué, ni les directeurs d'école, ni un nouvel horaire, ni le plan d'études romand n'éviteront cette dérive. Dans le canton de Vaud, Anne-Catherine Lyon a fait le pari d'élever le niveau en repoussant la sélection : elle risque de démontrer aux Genevois et à Charler Beer – mais un peu tard – qu'ils se sont trompés de direction. Il n'est pas sûr que notre ministre l'ignore : maintenant élu, peut-être pourra-t-il, sinon agir autrement, au moins parler franchement.

Dans le même ouvrage que Jacques Neiryck, sa collègue de parti Anne Seydoux, présidente de la Fédération des associations de parents de la Suisse romande et du Tessin, rêve d'une école « *qui intègre tous les enfants et leurs différences* ». Comment le député d'une formation politique qui prétend « *mettre l'humain au centre* » peut-il affirmer de son côté que « *l'éducation ne vise pas à intégrer le plus grand nombre* » ? L'intégration sociale *par la connaissance* (et non pas *contre* elle) n'est pas un rêve : c'est un fait historique et, pour notre avenir, une nécessité. Oui, nos enfants vont devoir faire l'effort de se surpasser. Oui, nous devons le faire nous-mêmes – enseignants, parents, élus – pour réaliser ensemble l'école unique, équitable et de qualité, qu'ont voulue nos aînés. Genève a reculé, mais elle devra sauter. Irons-nous « *aux limites de nos capacités* » ? Mieux vaudrait, une fois de plus, les repousser. Ce que nous ont appris les scientifiques et nos maîtres, n'est-ce pas que la vie a sans cesse dépassé ses limites, et qu'ainsi est née l'humanité ?

.....

Horaire scolaire : quantité ou qualité ?

Pierre-Alain Wassmer, Former sans exclure

*On ne résout pas un problème
avec les modes de pensée qui l'ont engendré.*
Albert Einstein

Les débats actuels sur l'école primaire se focalisent essentiellement sur l'horaire scolaire, et en particulier sur deux questions concernant l'horaire continu et l'augmentation de la semaine de travail avec l'introduction du mercredi matin, de manière à se mettre au niveau des autres cantons romands.

Derrière l'horaire continu se pose la question des activités parascolaires, des cantines et des études surveillées, ou toute autre activité encadrée jusqu'à l'arrivée des parents. Pour les radicaux et les membres de la majorité politique (comment la définir ? centre-gauche-droite ?), il est apparemment facile de revendiquer d'une part une prise en charge par l'Etat des activités parascolaires qui sont nécessaires aux parents qui travaillent, tout en exigeant d'autre part une réduction de la dette et en conséquence des économies drastiques dans le fonctionnement de l'Etat (et, en passant, aussi des baisses d'impôts). Pour ces gens, il n'y a semble-t-il pas de contradiction dans ces différentes demandes...

Comment décoder ces prises de position ? Avec la nouvelle philosophie des services publics basés sur des prestations, il devient évident que chaque service doit être payé par l'utilisateur, avec la promesse (qui ne coûte rien et qui peut rapporter gros en période électorale) que les plus défavorisés seront assistés par des subventions, bourses ou autres subsides. On voit ce qui s'est passé avec l'université, quand les taxes ont été augmentées, les bourses sont restées au plus bas niveau, à un niveau tellement bas que même l'ancien responsable fédéral Kleiber s'en était ému (Anne Rubin, Swissinfo, 6 octobre 2003).

Plus clairement dit, l'horaire continu sans dépenses supplémentaires de la part de l'Etat revient à charger davantage les familles et donc à creuser encore l'écart qui existe entre les différents milieux sociaux, et à aggraver ainsi les inégalités sociales entre élèves.

Sur la dotation horaire (la semaine de travail des élèves) on se souvient de l'interview de Mme Chassot, la conseillère d'Etat fribourgeoise en charge de l'instruction publique, qui expliquait le succès de l'école dans son canton (dans l'enquête PISA) par une durée d'étude plus importante à Fribourg, avançant des chiffres surprenants : « Les Fribourgeois ont 700 heures d'école de plus que les Genevois » [sur l'ensemble de la scolarité obligatoire], ce qui fait deux heures de plus par semaine » (Tribune de Genève, 12-13 août 2006).

En nous référant aux documents officiels disponibles (IRDP, 2005, Grilles-horaires officielles et temps scolaires effectifs des élèves), nous arrivons à des résultats très différents : en ôtant l'enseignement religieux (obligatoire à Fribourg), il reste une différence de 12 minutes par semaine entre le canton de Fribourg et celui de Genève pour l'enseignement primaire. Sur l'ensemble de la scolarité obligatoire, il s'agit de 30 minutes en moyenne. Nous sommes donc bien loin de la demi-journée du mercredi matin qui devrait être introduite « pour arriver au niveau des autres cantons romands ».

La question est en réalité différente : est-ce que l'on devrait mieux répartir l'horaire de travail des élèves genevois sur l'ensemble de la semaine ? C'est ce que préconisent en général les spécialistes des rythmes de travail à l'école (voir par exemple l'article de Hubert Montagner, le Courrier, 13 octobre 2009). Mais d'ici à ce que l'on mette d'accord les acteurs de l'école genevoise sur un horaire unique, il passera encore de l'eau sous les ponts...

Dans tous les cas l'enjeu politique n'est pas là. Pourquoi alors mettre en avant une différence si ténue ? Car si ce n'est pas la quantité d'enseignement qui est la cause des mauvais résultats genevois, alors quoi ?

Plusieurs explications peuvent être avancées :

L'abandon de la Rénovation doit être évoqué, car aucun bilan n'en a été tiré. Une réforme initiée par des milieux progressistes au nom de la démocratisation de l'école, portée par une ministre libérale spécialiste des économies budgétaires, contrée par des enseignants réactionnaires et finalement décapitée par une initiative populiste soutenue par la droite et par les mêmes libéraux qui étaient à la tête du DIP quelques années auparavant. Aujourd'hui où plus personne ne parle plus de rénovation (« ne prononcez pas ce mot, malheureux ! »), les causes qui étaient à son origine sont toujours là, et peut-être encore plus fortement.

Après l'échec de cette réforme, et à la suite d'une longue série d'économies réalisées sur le dos du personnel enseignant et finalement sur la qualité de l'encadrement, on constate une démobilisation certaine du corps enseignant, une perte de motivation. L'ambiance délétère qui règne actuellement induit une pseudo-professionnalisation qui favorise des « bonnes pratiques » stéréotypées au détriment de la réflexion sur les situations réelles, et qui favorise la gestion au détriment de la pédagogie.

Au nombre des explications on peut aussi parler de l'évolution du cycle d'orientation, qui va en sens contraire de ce qui devrait être : au lieu de supprimer les filières et les regroupements par niveau (ce que préconise l'OCDE) et de mettre en place des soutiens de proximité, on a recréé les sections des grands-parents de nos élèves, aggravant encore la cohorte des retardataires. Cette politique devrait accroître les redoublements (et les coûts liés à ces années de scolarité inutile), au détriment d'un soutien plus précoce et plus ciblé.

Finalement il faut évoquer la manière de mesurer les résultats de l'école. En particulier l'utilisation de PISA focalise la mesure sur la langue d'enseignement, sur les mathématiques et sur les sciences. Ces branches sont importantes, certes, mais que dire de l'effort d'intégration et de citoyenneté, que dire de l'éducation à l'environnement, au développement durable, aux médias, et de toutes les demandes toujours plus nombreuses dans les sens les plus divers : éducation sexuelle, routière, sur la santé et l'hygiène, sur l'orientation professionnelle, l'égalité des genres, le fait religieux et surtout les langues étrangères ?

On pourrait encore ajouter que l'enquête PISA internationale concerne les jeunes de 15 ans. L'enquête suisse, pour économiser un peu d'argent, a lieu en 9e année, alors qu'un certain nombre d'élèves – les

plus en difficulté – quittent l'école obligatoire plus tôt. On mélange donc des pommes et des poires, puis on publie des histogrammes alarmistes, sans précaution. Comment dans ces conditions comparer les cantons ? Et pourquoi ?

La mise en avant de problèmes liés à l'horaire scolaire ne fait que cacher l'enjeu véritable : celui de la mise en œuvre d'une organisation du travail efficace, de soutiens de proximité, intégrés, ciblés et venant à temps pour aider les élèves les plus en difficulté, d'une formation des enseignants développant leurs compétences didactiques et pédagogiques. La « quantité » de l'enseignement (ajouter le mercredi matin) est devenue plus importante que sa qualité (la capacité d'encadrement, la réflexion et la créativité des enseignants, la motivation des élèves), alors que l'on sait que les pays qui réussissent le mieux les tests de PISA n'ont pas des horaires surchargés. Dans certains d'entre eux, l'école obligatoire commence même à sept ans. Pourrons-nous les rejoindre en prenant le chemin opposé ?

.....

Enseignants primaires : à nous le « sale boulot » ?

Carine Guex, Olivier Maulini & Anne Sprüngli, Former sans exclure (texte publié dans l'Éducateur)

On sait que le débat genevois sur l'école a pris une singulière tournure : tout se passe comme si la paix était revenue dans l'institution, alors que le retour d'un cycle d'orientation à trois filières prépare la mise en cause... de l'école primaire !

Procédons simplement, donc par l'arithmétique. *Former sans exclure* a montré qu'environ 20% des élèves de 6e primaire sont actuellement orientés, à Genève, vers la filière B. Durant la campagne, aucun chiffre n'a été évoqué. Et pour cause. Ceux qui accompagnaient le premier projet de loi étaient surprenants : 50% d'élèves au sortir des filières B et C en 9^e ; des orientations promotionnelles en amont (donc plus de 50% d'élèves en B/C à l'entrée en 7^e ?) ; des conditions de promotion drastiquement resserrées en fin de primaire ; des redoublements par anticipation, pour que les parents ne contestent pas les échecs de 6^e au motif que rien n'aurait été fait, ni annoncé d'alarmant dans les degrés précédents. Autrement dit : une multiplication par deux ou trois des orientations vers le bas, que nous devons assumer face aux élèves et à leurs parents, afin que la sélection s'opère au primaire plutôt que plus tard.

Maintenant qu'il a gagné, peut-être que le Département va transiger. Peut-être qu'il ne visera pas 40 mais 50 ou 60% de promus en section A à la fin de la 6^e année. Mais le fait même d'énoncer cette réserve montre la voie absurde dans laquelle nous sommes engagés : Genève prétend revaloriser l'effort, l'exigence, l'égalité des chances, etc. Mais elle met en place un système qui devra *imposer des quotas* d'élèves bien aiguillés et d'autres mal classés, et ce *quels que soient les progrès effectués*. Soit la nouvelle loi tient ses promesses, et les élèves faibles auront beau travailler, on aura d'avance décrété qu'il n'y a plus assez de place au-dessus d'eux pour les faire grimper. Soit on les pousse à réussir, à monter leur moyenne, à gravir les passerelles, et les filières du bas – restaurées à grands frais – vont mécaniquement se vider. Nous serons de retour au point de départ et confrontés à cette insistante question : *quitte à pousser tout le monde vers le haut, pourquoi ne pas pousser tout le monde... dans la filière la plus élevée ?*

De deux choses l'une, en effet : soit l'Etat ne fixe pas de limite, et le contreprojet n'aura rien changé (le rapport 80/20 sera conservé) ; soit il en fixe une pour tenir sa parole de « resserrer les conditions d'accès au regroupement à exigences élevées dès la 7e année » (60/40 ? 50/50 ? 40/60 ?), et ce sera à nous, les instituteurs, de faire ce que les sociologues appellent le « sale boulot » – le travail peu reluisant de sélection. En l'assumant tôt, nous contribuerons à ce que rien ne change plus tard, contrairement aux pays progressistes qui intègrent le plus longtemps possible le plus d'élèves possible, *quitte à différencier leur pédagogie dans les derniers degrés autant que dans les premiers*.

Moralité ? Le rabaissement de l'instituteur à des tâches simples et peu gratifiantes, contraires à ce qu'il sait devoir faire, peut expliquer pourquoi nous avons en ce moment, et quels que soient notre lieu de

travail ou nos convictions, un sentiment collectif de manque de reconnaissance. Mais le plus grave est pour nos élèves, que nous allons devoir plus vite et plus durement sanctionner, ce qui ne risque pas de nous réjouir, encore moins de réduire les inégalités. Pour *Former sans exclure*, la question scolaire est donc tout sauf réglée : maintenant que nous avons bien reculé, l'obstacle de la ségrégation reste à sauter !

> Version longue et documentée de ce texte : www.former-sans-exclure.org

.....

Agenda



1999-2009. Le Groupe romand d'éducation nouvelle fête cette année ses 10 ans. Pour cet anniversaire, il a décidé de créer, avec tous ceux qui le désirent, 10 situations d'Education nouvelle : « en respectant nos valeurs, nos postulats, nos théories de l'apprentissage ; en donnant sens au savoir, tout en favorisant une culture de paix, la solidarité, la coopération, l'émancipation, etc. » Renseignements et inscriptions : <http://www.gren-ch.org>

.....

Ressources

Nouveautés disponibles sur www.former-sans-exclure.org

- Enseignants primaires : à nous le « sale boulot » ? (version longue)
- Vers l'école unique en Suisse romande...

.....

Bon à savoir...

L'échec scolaire à répétition favorise la délinquance, la perte de l'estime de soi peut entraîner des comportements marginaux graves, propos de Sylvie Wegelin, juge au Tribunal de la jeunesse (Genève), recueillis par www.20minutes.ch, 3 juillet 2009

« Entre 600 et 800 jeunes ont eu maille à partir avec la justice en un an. La grande majorité était en échec scolaire à répétition. Quand on est mauvais à l'école, on l'est six à sept heures par jour. (...) Placer un jeune en foyer revient à 200.000 FrS par an. L'Etat [de Genève] a déboursé pour cela entre 5 et 6 millions en 2008. »

Ndlr : le salaire médian d'un enseignant primaire se monte, à Genève, à 100'892 FrS par an.

...

Quand le soutien externe se retourne contre les élèves en difficulté, Café pédagogique, septembre 2009

Des résultats surprenants... L'enquête qui vient d'être publiée en Grande-Bretagne montre que l'arrivée d'enseignants assistants dans les établissements a eu des effets positifs. Ils ont fortement amélioré le climat dans les classes, qui sont plus disciplinées et concentrées. Deux profs sur trois estiment que depuis leur arrivée leur niveau de satisfaction a monté et leur stress diminué. Ce qui a surpris les chercheurs c'est qu'ils ont pu constater que plus un enfant était suivi par les assistants moins il progressait. Le lien est tellement direct que l'enfant n'est pas en cause : c'est bien l'aide des assistants qui explique cet écart dans les progrès scolaires des élèves.

Mais qui résultent du fonctionnement de l'école. "On ne blâme pas les assistants" déclare un des auteurs de l'étude. "On ne dit pas qu'ils ont une mauvaise influence... L'explication principale c'est qu'ils tendent à accaparer les enfants les plus en difficulté qui sont alors séparés du reste de la classe". Lors de l'arrivée des assistants, les enseignants ont voulu apporter une aide aux élèves en difficulté. Ils les ont donc confié aux assistants pour les faire travailler en petit groupe ou individuellement. Plus un élève était en difficulté et moins il voyait son enseignant, mieux formé que l'assistant. Pendant ce temps, la classe entière, soulagée des élèves en difficulté, travaillait mieux et plus vite, dans un climat apaisé...

Qu'est-ce qu'aider ? L'exemple des assistants est symptomatique d'une certaine conception de l'aide qui consiste à traiter les cas difficiles, et en général la différenciation pédagogique, en dehors de la classe. On déresponsabilise l'enseignant et on aboutit à un système ségréatif qui rend impossibles les progrès des plus faibles alors même qu'on a mis en place des moyens supplémentaires. Bien loin d'aider les plus faibles ces moyens-là creusent l'écart au bénéfice des élèves qui ont le plus de proximité avec l'école.

>> L'étude | <http://www.dcsf.gov.uk/research/data/uploadfiles/DCSF-RR148.pdf>

.....

« Toute personne a droit à l'éducation. » | Déclaration universelle des droits de l'homme, article 26 (1948).

« Une école qui sélectionne détruit la culture. Aux pauvres elle enlève les moyens d'expression. Aux riches elle enlève la connaissance des choses. » Les enfants de Barbiana, Lettre à une maîtresse d'école (1970)

« La vérité est une chienne qui se relègue au chenil, et qu'on chasse à coups de fouet. » | William Shakespeare, le Roi Lear (1606)

« Une idée fausse, mais claire et précise, aura toujours plus de puissance dans le monde qu'une idée vraie mais complexe. » | Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique (1835)

« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » | Albert Einstein

.....

www.former-sans-exclure.org | manifeste2005@bluewin.ch

...

Merci de faire suivre cette lettre à toute personne qu'elle pourrait intéresser.